



Assises de l'éducation prioritaire

#educationprioritaire

**Synthèse de la consultation académique
du 10 octobre 2013**

Sommaire

L'éducation prioritaire dans l'académie de Strasbourg..... [\(p. 3\)](#)

Les réseaux de l'éducation prioritaire [\(p. 3\)](#)

La carte de l'éducation prioritaire dans l'académie [\(p. 5\)](#)

• La concertation dans l'académie de Strasbourg [\(p. 6\)](#)

La préparation des demi-journées de concertation [\(p. 6\)](#)

La demi-journée de concertation [\(p. 7\)](#)

• La méthodologie de la rédaction de la synthèse académique..... [\(p. 10\)](#)

Les réactions des réseaux au diagnostic de la Modernisation de l'action publique [\(p. 11\)](#)

• Question 1 [\(p. 12\)](#)

Quels sont les éléments du diagnostic avec lesquels vous êtes le plus en accord, qui vous paraissent les plus importants dans votre contexte ?

• Question 2 [\(p. 13\)](#)

A contrario, quels sont les points avec lesquels vous êtes le plus en désaccord, qui correspondent peu à votre expérience locale ?

• Question 3 [\(p. 14\)](#)

Quelles remarques, réflexions, compléments souhaitez-vous faire remonter ?

Les échanges sur la mise en œuvre des leviers d'évolution possibles [\(p. 15\)](#)

• Levier 1 : Perspectives pédagogiques et éducatives [\(p. 17\)](#)

• Levier 2 : Perspectives relatives à l'accompagnement et à la formation [\(p. 28\)](#)

• Levier 3 : Perspectives relatives au travail en équipe, en réseau et en partenariat ...[\(p. 30\)](#)

• Levier 4 : Perspectives relatives au pilotage et à l'évaluation [\(p. 34\)](#)

• Levier 5 : Perspectives relatives à l'usage des moyens disponibles [\(p. 35\)](#)

• Levier 6 : Perspectives relatives à la carte de l'éducation prioritaire..... [\(p. 37\)](#)

Conclusions et perspectives [\(p. 39\)](#)

L'éducation prioritaire dans l'académie de Strasbourg

Les réseaux de l'éducation prioritaire

Les établissements et les écoles qui relèvent de l'éducation prioritaire se structurent en réseau, autour d'un projet fédérateur :

- les réseaux Éclair (écoles, collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite), où se concentrent les difficultés sociales et scolaires.
- les réseaux RRS (réseaux de réussite scolaire), qui accueillent un public socialement plus hétérogène.

L'éducation prioritaire dans l'académie regroupe plus de 34 000 élèves.

Elle est organisée autour de :

- 12 réseaux Eclair, 5 dans le Bas-Rhin et 7 dans le Haut-Rhin
- 9 RRS, 5 dans le Bas-Rhin et 4 dans le Haut-Rhin.

Les 12 réseaux Éclair

A Strasbourg (67)

- Réseau Sophie Germain : 1 collège, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 696 élèves en 2012)
- Réseau Lezay-Marnésia : 1 collège, 4 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 854 élèves)
- Réseau Solignac : 1 collège, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 316 élèves)
- Réseau du Stockfeld : 1 collège, 1 école maternelle et 2 écoles élémentaires (1 287 élèves)

A Schiltigheim (67)

Lycée polyvalent Emile Mathis (812 élèves)

A Colmar (68)

- Réseau Molière : 1 collège, 6 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 881 élèves)

A Mulhouse (68)

- Réseau Saint-Exupéry : 1 collège, 5 écoles maternelles, 2 écoles élémentaires et 1 groupe scolaire (2 301 élèves)
- Réseau de Bourzwiller : 1 collège, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 679 élèves)
- Réseau Kennedy : 1 collège, 5 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (2 195 élèves)
- Réseau Jean Macé : 1 collège, 4 écoles maternelles et 2 écoles élémentaires (1 796 élèves)
- Réseau François Villon : 1 collège, 6 écoles maternelles, 2 écoles élémentaires et 2 groupes scolaires (2 545 élèves)

A Wittelsheim (68)

Lycée polyvalent Amélie Zurcher (584 élèves)

Les 9 réseaux de réussite scolaire

A Bischheim et Schiltigheim (67)

- Réseau Leclerc, Rouget de Lisle et Lamartine : 3 collèges, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (2 906 élèves)

A Strasbourg (67)

- Réseau Hans Arp : 1 collège, 4 écoles maternelles et 4 écoles élémentaires (2 200 élèves)
- Réseau Erasme : 1 collège, 2 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 103 élèves)
- Réseau Twinger : 1 collège, 2 écoles maternelles et 1 école élémentaire (1 894 élèves)
- Réseau François Truffaut : 1 collège, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (1 810 élèves)

A Colmar (68)

- Réseau Pfeffel : 1 collège, 2 écoles maternelles et 6 écoles élémentaires (1 377 élèves)

A Mulhouse (68)

- Réseau Wolf : 1 collège, 2 écoles maternelles et 1 école élémentaire (1 312 élèves)

A Sainte-Marie-aux-Mines (68)

- Réseau Reber : 1 collège, 3 écoles maternelles et 3 écoles élémentaires (932 élèves)

A Wittelsheim (68)

- Réseau Mermoz : 1 collège, 2 écoles maternelles et 2 écoles élémentaires (790 élèves)

Les 4 établissements scolaires dits « à difficulté marquée »

Au-delà de ces 21 réseaux, quatre collèges de l'académie, dits à difficulté marquée sont fléchés de manière particulière en termes d'allocation de moyens. Ils ont été associés à la consultation au niveau académique. Il s'agit :

A Illzach (68)

- Collège Anne Frank

A Mulhouse (68)

- Collège Bel-Air 2

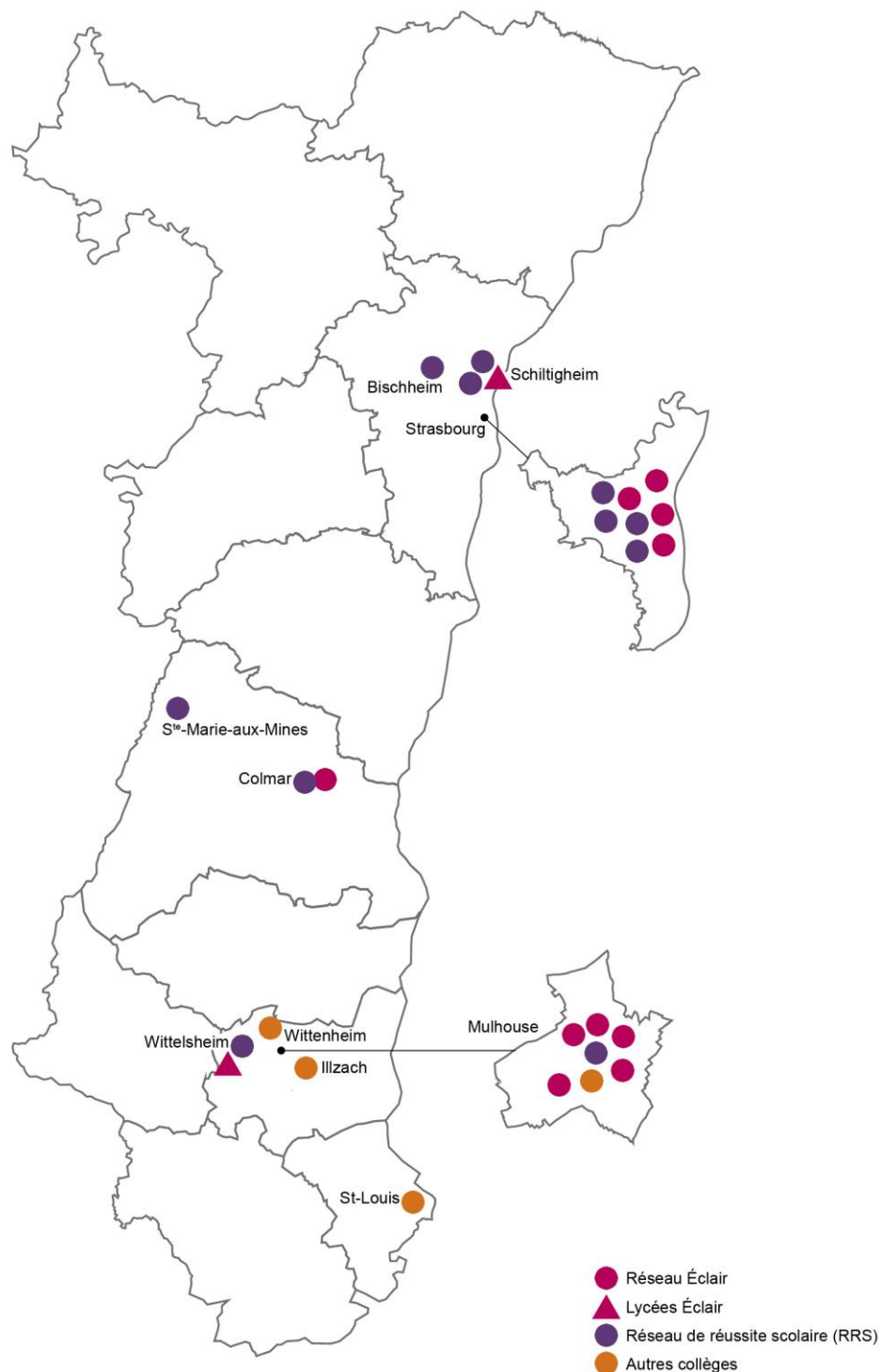
A Saint-Louis (68)

- Collège Georges Forlen

A Wittenheim (68)

- Collège Irène Joliot-Curie

La carte de l'éducation prioritaire dans l'académie de Strasbourg (2013-2014)



La concertation dans l'académie de Strasbourg

Le choix du recteur s'est porté sur la banalisation d'une même demi-journée pour tous les établissements (écoles maternelles et élémentaires des réseaux concernés – collèges et lycées).

La banalisation a concerné plus de 34 000 élèves des premier et second degrés et environ 3 500 personnes (personnels de l'éducation nationale, partenaires, personnels des collectivités)

Dans un courrier en date du 13 septembre 2013, le recteur annonçait cette concertation en insistant sur différents points :

- La nécessité d'associer l'ensemble des acteurs de l'éducation prioritaire.
- Les objectifs : donner la parole au terrain, recueillir les commentaires et réflexions des acteurs relatifs au diagnostic du CIMAP publié en juillet et réfléchir aux modalités concrètes de mise en œuvre des leviers identifiés dans le diagnostic.
- La latitude dans l'organisation et dans la définition des modalités d'organisation de cette concertation qui est laissée aux réseaux **dans le cadre du pilotage partagé** (chef d'établissement, IEN chargé de circonscription, IA-IPR référent, IEN référent pour les lycées).
- La possibilité donnée de s'appuyer sur un kit d'organisation complet, mis à disposition par la Dgesc, comprenant l'ensemble des éléments nécessaires à cette consultation nationale. (rapport diagnostic du CIMAP, présentation de la démarche, documents pour réaliser les synthèses...).
- Le délai du 15 octobre 2013 pour la remontée des synthèses des échanges. Celles-ci devront être réalisées avec l'appui du secrétaire du comité exécutif (pour les RAR et les RRS).

Parallèlement, le recteur informait l'ensemble des autorités compétentes de la mise en place de cette consultation, afin que les conséquences de cette banalisation puissent être anticipées.

La préparation des demi-journées de concertation

- Les équipes de pilotage (chef d'établissement, IEN chargé de circonscription, IA-IPR référent, IEN référent pour les lycées) se sont immédiatement mises au travail pour organiser localement ces concertations.
- Dans le même temps, les secrétaires des différents réseaux ont été réunis en présence du chargé de mission académique et des Dasen pour une présentation de la démarche.
- L'ensemble des documents de travail (rapport du CIMAP, présentation de la démarche des assises, éléments de problématisation des différents leviers proposés par l'IFE) a été mis à disposition des acteurs des réseaux pour préparer la concertation.
- Une réunion par département initialement prévue sous la conduite des Dasen (le vendredi 4 octobre) a dû être annulée pour des raisons d'agenda liées au changement de recteur. Toutefois l'ensemble des réseaux étaient déjà bien engagé dans l'organisation de la demi-journée du 10 octobre, et le chargé de mission éducation prioritaire auprès du recteur a pu les aider et leur apporter les éléments de précision nécessaires en cas de besoin.

Si les délais de mise en œuvre de cette consultation ont semblé courts à certains endroits, le cadre proposé a rendu service à la mise en place de la concertation, à son organisation, et à la rédaction de la synthèse du réseau. En effet, pour chaque temps de la concertation, un cadre de restitution synthétique a été proposé. Il a été massivement utilisé et apprécié.

La demi-journée de concertation

Le recteur de l'académie de Strasbourg a tenu à lancer, de manière solennelle, cette concertation en se rendant dans l'un des réseaux de l'académie pour ouvrir la réunion plénière. Il a pu à cette occasion insister tout particulièrement sur :

L'esprit et les principes de la concertation

La concertation est destinée, à donner largement la parole aux équipes des établissements et des écoles. Elle doit permettre de recueillir les commentaires et réflexions des acteurs relatifs au diagnostic du Comité Interministériel de Modernisation de l'Action Publique (CIMAP) publié en juillet et de réfléchir aux modalités concrètes de mise en œuvre des leviers identifiés dans le diagnostic.

La concertation des réseaux n'est que le « premier étage de la fusée » : suite aux remontées qui émaneront de nos 25 concertations locales, un groupe académique réalisera une synthèse en vue des assises inter-académiques qui auront lieu le 4 décembre dans l'académie de Nancy-Metz.

Une délégation académique, inter-catégorielle et associant largement les partenaires de l'Education Nationale sera constituée pour cette occasion.

Le recteur y présentera personnellement la synthèse réalisée pour l'académie de Strasbourg.

Les principes mis en avant :

- > la transparence
- > la parole au terrain
- > la représentation et la contribution de tous les personnels ainsi que des associations et des partenaires de l'école.

« L'institution peut assurément compter sur les acteurs de terrain pour cette concertation, mais également sur leur engagement au quotidien, pour une école toujours plus juste et visant la réussite de tous les élèves. » (Discours d'ouverture du recteur)

Les formats adoptés pour la consultation dans les 25 réseaux ou établissements

S'il n'y avait pas de « modèle imposé », la solution associant l'ensemble des personnels des réseaux a été massivement privilégiée. Malgré la difficulté matérielle liée à la capacité d'accueil nécessaire, cette organisation a semblé la plus pertinente. Elle a permis, pour une réunion de type institutionnel, de rassembler en un même lieu l'ensemble des acteurs d'un réseau et de mettre en place des ateliers inter-degrés et intercatégoriels. Ces rencontres se sont alors déroulées dans les collèges des réseaux. Quatre réseaux, pour des questions de place, ont réuni au sein du collège les personnels de ce dernier ainsi que les professeurs des écoles des classes de CM, les autres enseignants du premier degré ayant été réunis dans un autre lieu. A noter, une initiative

intéressante à Mulhouse, où les personnels du premier degré se sont réunis sous un format de « circonscription » (association de 3 réseaux) plutôt que de réseau. Les deux lycées et les collèges à difficulté marquée n'étant pas organisés autour de la notion de réseau se sont réunis chacun de manière autonome. Enfin, le réseau RRS de Bischheim – Schiltigheim, en raison de son pilotage particulier (seuls 2 des 3 collèges du réseau sont associés à des écoles de secteur), s'est réuni en deux endroits séparés (interdegré d'un côté – un collège isolé de l'autre)

L'organisation de l'après-midi et les personnes invitées

L'après-midi a le plus souvent été organisée en trois parties :

- > réunion plénière : pour annoncer les objectifs de la concertation et pour recueillir les réactions au rapport de diagnostic,
- > travail en atelier autour des leviers et des questions associées à chacun d'entre eux,
- > réunion plénière de restitution, comme proposé dans le document de cadrage de la Dgesco.

Dans l'un ou l'autre réseau, la réunion plénière de restitution en fin de demi-journée n'a pas été mise en œuvre, dans le but de laisser plus de temps au travail par atelier.

Les personnes présentes à ces consultations étaient bien évidemment majoritairement les enseignants et personnels de direction des deux degrés, ainsi que les personnels de vie scolaire. Aucune consigne académique n'avait été donnée quant à l'invitation d'associations, des représentants des parents, des partenaires. L'idée était de s'adapter au mieux au contexte local et inviter largement les personnes que l'on pouvait considérer comme étant pleinement engagées dans « l'équipe éducative du réseau ». A noter que l'un ou l'autre réseau a invité une personnalité extérieure (intervention par exemple dans un réseau d'un universitaire en sociologie pour retracer et commenter les grandes lignes et enjeux du rapport) pour proposer un point de vue extérieur pour l'ouverture des débats.

La participation des personnels

La participation des personnels a été massive, avec un très fort taux de participation (95 à 98 %). Si elle peut être considérée certes, comme faisant partie du temps de service pour une large partie des personnels (d'autant que la demi-journée était banalisée), d'autres personnels se sont également impliqués hors temps de travail (AED par exemple...)

La participation peut être jugée moins massive :

- > pour les personnels administratifs, les agents, les ATSEM (impossible à Mulhouse, par exemple, car ils ont assuré l'accueil des élèves dont les familles étaient sans solution de garde)
- > pour les autres partenaires. Ceci est à mettre en relation avec l'absence de « cadrage » académique. Les réseaux ont associé les parents et les partenaires (associations de proximité, collectivités, intervenants CLAS et OEP ...) lorsque leur implication était forte. Certains réseaux ont invité systématiquement les parents.

La qualité des débats

Il convient de souligner la qualité de l'engagement des acteurs et des débats. Certaines concertations ont ainsi largement débordé des horaires prévus avec des personnels volontaires.

Les chefs d'établissement et les corps d'inspection présents aux consultations nous ont fait part d'un climat d'échange que l'on peut qualifier de globalement serein, de débats et

réflexions approfondis et constructifs dans les ateliers. Quelques rares cas de participation plus « pessimiste ou moins constructives » nous ont été rapportés.

Les réflexions, les attentes, les espoirs, et les craintes exprimées ...

Quelques extraits des réactions recueillies :

- > satisfaction globale de ce temps de « parole au terrain »
- > malgré les documents de cadrage, véritable impression d'être parti d'une « feuille blanche »...
- > belle occasion d'échanges inter catégoriels à reconduire : « les équipes après être venues à reculons ont trouvé cet après-midi utile et intéressant et sont reparties enthousiasmées par cette occasion d'échanger en inter-degrés »
- > craintes quant à la cartographie et à l'évolution de l'éducation prioritaire
- > pourvu que tout ne soit pas écrit d'avance...

Les remontées pour la synthèse académique

Les remontées attendues pour le 15 octobre sont globalement toutes arrivées en temps et en heure sans nécessité de relance, dans le cadre proposé. Majoritairement, le protocole proposé a été mis en œuvre sans adaptation. Un seul document complémentaire, n'utilisant pas le cadre, nous est parvenu... Nous pouvons en déduire que le protocole proposé était bien adapté en termes de consultation et de synthèse à effectuer.

Les chefs d'établissement et les corps d'inspection nous ont par ailleurs donné des indications de type plus qualitatif qui nous ont permis de vous proposer les analyses effectuées ci-dessus en points 1, 2 et 3.

La rédaction ou la validation des synthèses de réseau par les comités exécutifs (méthodologie suggérée par la Dgesco) n'a pas été demandée au regard des délais entre la concertation (jeudi 10 octobre l'après-midi) et la date de remontée aux autorités académiques prévue (15 octobre). A noter que trois comités exécutifs se sont réunis et ont été consultés avant la remontée. Les autres réseaux ont mis le point de la synthèse du réseau à l'ordre du jour des prochains comités exécutifs.

Nous pouvons enfin noter que ces synthèses, de très bonne qualité, ont pu remonter rapidement du fait de:

- > la qualité des documents de cadrage
- > la forte implication des secrétaires de réseaux, aux côtés des chefs d'établissements et souvent des corps d'inspection dans la rédaction de la synthèse.

La méthodologie de la rédaction de la synthèse académique

Un groupe académique

Le groupe académique en charge de réaliser la synthèse académique à partir des remontées de terrain était constitué de :

Michel Fonné, chargé de mission académique éducation prioritaire et égalité des chances, responsable du pilotage du dossier

Béatrice Zimmer, IEN de circonscription Mulhouse 2

Martin Arlen, IEN de circonscription Strasbourg 5

Christiane Polowykow, principale du collège Erasme (RRS) de Strasbourg (67)

Louise Genton, principale du collège Jean Macé (Eclair) de Mulhouse (68)

Dominique Boussard-Mosser et Anne Caputi, chargées de mission politique de la ville/égalité des chances respectivement auprès du Dasen 67 et du Dasen 68

Une méthodologie de travail

Le groupe s'est réuni à quatre reprises pour :

- > mettre dans une forme unique les différents documents remontés,
- > faire la synthèse des réactions au diagnostic,
- > faire la synthèse des réponses à l'ensemble des questions relatives aux 6 leviers,
- > proposer des éléments rapides d'introduction et de conclusion relatifs aux différents leviers.

Le souci majeur a été à la fois de repérer les éléments revenant de manière répétée, de ne pas interpréter les propositions des acteurs de terrain. Il n'a toutefois bien entendu pas été possible, dans le cadre d'une synthèse, de pouvoir restituer l'exhaustivité des réactions des équipes éducatives.

La production de deux documents

Le groupe de travail propose deux documents :

- > Un document exhaustif contenant l'ensemble des documents (introduction, synthèse des réactions au diagnostic, synthèse des réponses aux questions regroupées autour des thèmes des 6 leviers d'action proposés, conclusion)
- > Un document de synthèse ne contenant pas les différents tableaux (mis en annexe du document).

La sollicitation de contributions complémentaires

Si la synthèse académique est bien l'expression des éléments qui nous sont parvenus exclusivement des réseaux, nous souhaitons toutefois disposer, à des fins de pilotage du dispositif de l'éducation prioritaire, d'autres contributions.

Ainsi, pour recueillir les réactions au diagnostic posé par le CIMAP ainsi que des commentaires et des propositions sur les six leviers envisagés, l'académie a sollicité :

- > les organisations syndicales
- > les corps d'inspection (IEN et IA-IPR).

Les réactions des réseaux au diagnostic de la Modernisation de l'action publique

(Document 5 proposé par la Dgesco)

La première partie de l'après-midi de concertation était destinée à recueillir les commentaires, réflexions relatives au diagnostic publié en juillet 2013

Le rapport de diagnostic de la MAP a été rédigé sur la base des rapports officiels disponibles sur la politique d'éducation prioritaire et de visites de terrain réalisées dans plusieurs académies lors du premier semestre 2013. Les demi-journées de concertation devaient permettre d'affiner et compléter les constats du diagnostic en fonction de la diversité des situations académiques.

Préalablement à cette demi-journée, chaque acteur de l'éducation prioritaire était invité à prendre connaissance du rapport de diagnostic de la MAP soit dans son intégralité, soit à l'aide d'un diaporama en présentant les points essentiels mis en ligne sur le site national de l'éducation prioritaire.

Un cadre de réponse était fourni par la Dgesco, demandant à chaque réseau de répondre collectivement aux 3 questions ci-dessous, en mettant trois points maximum :

→ Question 1

Quels sont les éléments du diagnostic avec lesquels vous êtes le plus en accord, qui vous paraissent les plus importants dans votre contexte ?

→ Question 2

A contrario, quels sont les points avec lesquels vous êtes le plus en désaccord, qui correspondent peu à votre expérience locale ?

→ Question 1

Quelles remarques, réflexions, compléments souhaitez-vous faire remonter ?

Au niveau académique, nous pouvons constater que l'ensemble des réseaux a répondu à cette demande de contribution et de réaction.

Nous avons dégagé, pour chacune des trois questions posées les 3 secteurs les plus fréquemment évoqués et les avons reportés dans le cadre proposé aux équipes par la Dgesco.

Question 1

Quels sont les éléments du diagnostic avec lesquels vous êtes le plus en accord, qui vous paraissent les plus importants dans votre contexte ? (3 points maximum)

Ressources humaines / équipe pédagogique

(domaine mentionné systématiquement dans les réponses des 25 réseaux)

- Consensus global sur la nécessité de travailler en réseau
- Consensus sur la nécessité du travail en équipe disciplinaire et transdisciplinaire
- Nécessité d'un accompagnement et d'une formation ciblée et spécifique à l'EP pour aider à l'accueil bienveillant des élèves dans un climat serein et apaisé.
- L'importance de stabiliser les équipes en imaginant d'autres moyens que des primes.
- Nécessité de mieux définir les priorités propres à l'EP, notamment dans le domaine de la maîtrise de la langue française
- Nécessité de redéfinir les objectifs de l'EP en concertation avec les différents partenaires (Politique de la ville, inscription dans la spécificité des quartiers).

Moyens (6 réseaux/25)

- Consensus pour affirmer que l'EP manque de moyens (humains et financiers, locaux, matériel...)

Outils de suivi/Statistiques (9/25)

- Accord global sur le fait que les variations trop fréquentes des outils de suivi et des dispositifs ne permettent pas une analyse pertinente
- Difficultés du suivi des cohortes car la population scolaire est trop mobile

Analyse et commentaires complémentaires du groupe ayant réalisé la synthèse académique

- Le domaine majoritairement cité touche le domaine des ressources humaines en général, et plus particulièrement, **le travail en équipe ou en réseau, avec un accent fort sur la formation et l'accompagnement**. Nous pouvons noter que cette **thématique préoccupe tous les réseaux : le travail en équipe est largement évoqué comme un élément essentiel** en EP sans qu'il soit considéré comme suffisant au regard des difficultés à traiter. Les équipes regrettent que le temps consacré ne soit pas reconnu par l'institution.
- On peut noter que certaines équipes soulignent le fait que **l'éducation prioritaire est un lieu où naissent les innovations et les initiatives** et qu'il faut **créer l'articulation entre le terrain et la recherche**.
- La problématique des moyens (au sens large) revient également fréquemment, mais pas exclusivement en termes de primes et indemnités.
- Enfin, **la question de la stabilité des équipes**, mais aussi des outils de suivi individuel des élèves et des cohortes est fréquemment abordée.

Question 2

A contrario, quels sont les points avec lesquels vous êtes le plus en désaccord, qui correspondent peu à votre expérience locale ? (3 points maximum)

Le pilotage

« L'évaluation favorise la prise de recul et l'accompagnement. » : affirmation du diagnostic contestée 5 fois

« Les moyens qui sont consacrés à l'accompagnement des équipes semblent pertinents. » : affirmation du diagnostic contestée 4 fois

« Il y a des efforts locaux pour attirer et retenir des professeurs motivés et efficaces. » : affirmation du diagnostic contestée 2 fois

Les moyens

« La baisse des effectifs n'améliore pas la réussite scolaire des élèves » : affirmation du diagnostic contestée 8 fois

« Les indemnités sont une juste rétribution. » : affirmation du diagnostic contestée 2 fois

L'environnement de l'élève

« La réussite tient à la fois à l'environnement de l'élève et à l'école. » : affirmation du diagnostic contestée 5 fois

Analyse et commentaires complémentaires du groupe ayant réalisé la synthèse académique

- Concernant le pilotage, les équipes relèvent que, contrairement aux affirmations du rapport, **les outils sont souvent déconnectés des réalités locales**, la prévalence des évaluations maths-français ne reconnaît pas suffisamment les compétences des élèves. Les chiffres du DNB ne sont pas significatifs, car ils surévaluent le niveau des élèves. La statistique n'est pas suffisante.
- **Les aides et accompagnements aux équipes sont insuffisantes et la formation des enseignants inadaptée.** Les nouveaux enseignants mériteraient d'être mieux formés et accueillis. **Les équipes n'ont globalement pas le temps de travailler ensemble.**
- Concernant les moyens, les équipes soulignent souvent que la baisse des effectifs permet une meilleure qualité d'enseignement, un meilleur suivi des élèves, un climat scolaire apaisé. Il est relevé également que **les résultats seraient catastrophiques si les effectifs n'étaient pas réduits.** Les indemnités décrites par le rapport comme une juste rétribution ne compensent pas suffisamment les difficultés rencontrées et ne valorisent pas assez l'investissement nécessaire à l'innovation.
- Enfin, concernant l'environnement de l'élève, pour certains, le diagnostic néglige le contexte économique et donne trop d'importance au contexte social. Pour d'autres, il y a des freins très importants à la réussite qui dépassent l'école, comme **la démobilisation des parents, les mouvements de population, des valeurs non partagées.** Pour d'autres encore, la cause de l'échec se situe davantage dans **l'absence de mixité sociale** que dans le fonctionnement de l'école.

Question 3

Quelles remarques/réflexions ou compléments souhaitez-vous faire remonter ? (3 points maximum)

La formation (8 réseaux sur 25)

La formation et les temps d'échanges : des besoins de formation adaptée aux enseignants en éducation prioritaire en lien avec le public scolaire (posture, gestes professionnels, formations partagées école-collège avec prise en compte des parcours des élèves, besoins de temps institutionnels plus importants pour les concertations).

Les moyens spécifiques (6/25) **ou supplémentaires** (8/25)

Pour les classes :

Les demandes formulées en termes de moyens : réduction des effectifs, multiplication des dispositifs pour les élèves allophones (UPE2a)

Pour les personnels : traitements, décharges directeurs, temps de concertation rétribués, indemnités pour Rased

Les familles (8/25) **et les partenaires de l'école**

Promouvoir des dispositifs type OEP (ouvrir l'école aux parents)

Pérenniser les dispositifs existants

Analyse et commentaires complémentaires du groupe ayant réalisé la synthèse académique

- ➔ Les remarques et réflexions complémentaires des équipes éducatives vont dans le même sens que les points principaux évoqués dans les deux premiers tableaux (points en accord et points de désaccord). Ils tournent autour de la formation, des moyens spécifiques et des relations avec les parents et les partenaires.
- ➔ Nous pourrions dire, en extrapolant un peu, qu'il faut **mettre ou maintenir des moyens spécifiques ... tout en formant et accompagnant les équipes à faire « autrement » ...** Il s'agit donc bien **d'innover, de travailler en inter-cycle ou inter-degré, de travailler en concertation (donc autour de la notion de projet et d'équipe ...)**
- ➔ Enfin, l'école ne peut pas, à elle-seule, résoudre tous les problèmes. Elle a besoin de **l'appui et du partage des valeurs avec les parents...** Elle a besoin d'une collaboration avec les partenaires de l'école, d'une **réelle cohérence et d'un réel pilotage de l'ensemble des actions mises en place.**

Les échanges sur la mise en œuvre des leviers d'évolution possibles

(Document 6 proposé par la Dgesco)

La deuxième partie de l'après-midi de concertation était destinée à réfléchir aux modalités de mise en œuvre des leviers identifiés dans le diagnostic, pour ensuite en faire éventuellement une restitution en séance plénière.

Le diagnostic de la MAP montre clairement qu'il n'existe pas de solution unique pour permettre une meilleure réussite des élèves, mais que plusieurs leviers doivent faire l'objet d'une forte mobilisation et être combinés entre eux pour donner plus de force à l'action menée.

Comment mettre en œuvre ces leviers, mieux que nous ne le faisons aujourd'hui ? C'est la question fondamentale qui est posée à tous les niveaux de notre système éducatif, et en premier lieu dans les réseaux eux-mêmes.

Les principaux leviers ont été déclinés sous forme de questions pour permettre des discussions constructives et faire l'objet d'un travail en ateliers. Ils sont issus de l'analyse des travaux de la recherche et des comparaisons internationales, confrontés à la pratique de terrain constatée lors des visites en académie. Ils sont regroupés en six grandes thématiques (réussite pédagogique et éducative, accompagnement et formation, travail d'équipe et partenariat, pilotage, les moyens et leur utilisation, géographie de l'éducation prioritaire).

Il était indiqué qu'il serait souhaitable que les 6 grands thèmes soient discutés par chaque réseau...

Les modalités de mise en œuvre de ces ateliers dans les réseaux de l'académie

L'ensemble des réseaux a procédé à la mise en œuvre de ce temps d'atelier. Bien sûr, et au regard de l'autonomie laissée dans le pilotage de cette concertation, nous pouvons noter une diversité au niveau de la méthode employée pour :

- **Former les groupes**

- inscription libre,
- orientée en fonction des différentes catégories de personnels,
- imposés par l'équipe en charge du pilotage....

- **Répartir les leviers et les questions :**

- Dans une très grande partie des réseaux, l'ensemble des propositions de leviers a été balayé (à l'exception des leviers 4, 5 et 6 qui ne proposaient qu'une seule question et qui n'ont pas toujours été traités tous les trois par l'ensemble des réseaux). Les documents de problématisation de l'IFE ont souvent été mis à disposition des personnels ou a minima des animateurs des groupes.
- A noter également que dans de nombreux réseaux le levier 4 relevant du pilotage a été investi par les équipes de pilotage, les directeurs d'école...

- Si l'ensemble des questions posées pour les différents leviers a été abordé d'un point de vue académique, ce qui est bien sûr fondamental au regard de l'exploitation possible, cela n'a bien sûr pas pu être le cas dans chaque réseau étant donnée la multiplicité des questions dans certains leviers (10 questions pour le levier 1, 2 pour le levier 2, 3 pour le levier 3...). Toutefois, la quasi-totalité des réseaux est allée au-delà de la « commande » qui consistait à choisir une question par levier. Cela ne rend la synthèse académique que plus représentative.

La qualité des retours et l'exploitation possible

Les synthèses des réseaux étaient de très bonne qualité, signe de l'implication des différents personnels et les attentes relatives à cette consultation.

La grande majorité des réseaux a renvoyé les tableaux proposés par la Dgesco, en indiquant à chaque fois et pour chaque tableau la question traitée dans le levier proposé. Ainsi, plusieurs tableaux sont remontés par levier ce qui a facilité la rédaction de la synthèse académique.

Quelques réseaux ont traité de plusieurs questions dans le même atelier. Lorsque la synthèse était réalisée dans un seul tableau, un travail d'analyse plus important a dû être réalisé par l'équipe en charge de la synthèse. A noter que les remontées de ce type démontrent bien que de nombreuses propositions se recoupent, voire même recourent plusieurs leviers.

Enfin, de rares réseaux ont reformulé les questions (ce qui était bien entendu possible, le cadre n'étant qu'une proposition). L'équipe en charge de la synthèse a donc dû se livrer à quelques extrapolations et interprétations pour tenter d'en faire la synthèse la plus fidèle possible.

Nous avons pu enfin noter que, pour plusieurs leviers, peu de tableaux remplis par les réseaux ont été complétés pour ce qui est de la colonne « ce qui fait débat ». Lorsque des éléments y sont évoqués, ils sont peu nombreux.

Cela peut appeler plusieurs analyses :

- il y a globalement consensus
- les équipes d'ateliers ont préféré, au regard du temps imparti, se centrer sur ce qui fait consensus ou sur les points qu'ils souhaitent mettre en avant.

L'organisation de la synthèse académique

Dans les pages ci-après, vous trouverez, levier par levier, une brève introduction, puis la synthèse des retours, question par question. Pour chaque question nous indiquons le nombre de réseaux ou établissements (sur les 25 ciblés) qui l'ont traité. Cela permettra de ce fait d'établir les priorités qui ont été perçues dans chacun des leviers.

Enfin, nous terminerons chacun des leviers par un essai d'analyse et de synthèse des retours obtenus.

Levier 1

Perspectives pédagogiques et éducatives

Introduction à la synthèse académique et éléments de contexte

La réflexion autour de ce levier a été proposée à partir de 10 questions. (Un établissement a traité d'une question non posée, plus précisément une synthèse de plusieurs questions. Les réponses de ce réseau ont été prises en compte dans les cadres proposés ci-dessous).

Les propositions faites dans les différents ateliers soulignent le désarroi des équipes face aux difficultés rencontrées. Quelles que soient la question et la thématique abordées dans les différents ateliers, les réactions et les propositions se ressemblent. Certaines apparaissent toutefois plus souvent que d'autres :

- la nécessaire redéfinition des missions des personnels, en général, et des pratiques enseignantes du professeur dans sa classe en particulier.
- la définition de priorités dans les programmes scolaires et la prise en compte de l'interdisciplinarité dans ces programmes.
- l'importance du rôle des parents qu'il faut inclure davantage.
- la révision de l'organisation de la vie de l'élève (définition de son travail, classe ou groupe, etc.)

1.1 Que signifie concrètement construire ou conforter une école bienveillante, au quotidien et dans l'acte d'enseignement ?

(13 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)

Résumé des points essentiels évoqués dans les ateliers

Ce qui fait consensus

- Mettre en place une évaluation positive
- Renforcer la présence des Rased et ouvrir davantage d'UPE2A
- Ouvrir l'école aux parents

Résumé des points essentiels évoqués dans les ateliers

Ce qui fait débat

Davantage de polyvalence pour les enseignants du second degré pour éviter la multiplicité des intervenants

1.2 Comment être exigeant en restant à la portée des élèves et développer l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes ?

(15 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)

Ce qui fait consensus

La notion d'**harmonisation** revient très fréquemment dans les propositions des équipes :

- harmoniser le niveau d'exigence vis-à-vis des élèves pour le savoir-être (règles de vie : tenue, attitude, matériel, respect, etc.).
- harmoniser la posture du professeur (ambition, fermeté, bienveillance). Permettre à cette harmonisation d'établir une relation de confiance entre le professeur et l'élève. Cette harmonisation n'est possible que si un **temps de concertation** est dégagé dans les missions des équipes.

La deuxième notion importante touche à l'**organisation des enseignements** :

- Promouvoir la notion de cycle, accueillir l'élève dans un niveau en fonction de ses acquis et non de son âge ; lui permettre d'avancer à son rythme sans stigmatisation ; créer des groupes de compétences.
- Installer un climat serein d'apprentissage, sans stress pour l'élève. Revoir l'évaluation en école maternelle. Accorder une place à l'erreur. Amener les élèves à comprendre le plaisir de réussir en systématisant une pédagogie basée sur la réussite de l'élève et en expliquant les progrès réalisés, en valorisant les talents des élèves.
- Permettre à l'élève en grande difficulté d'élaborer un projet (aide nécessaire des Rased) ; pouvoir prendre le temps de travailler sur le projet de l'élève pour stimuler la motivation et éviter le décrochage.
- Impliquer les élèves systématiquement dans leurs apprentissages en promouvant l'auto-évaluation.

La moitié des réseaux s'est intéressée au rôle des parents qu'il faut inviter plus souvent à participer à la vie du collège / de l'école pour leur expliquer :

- les exigences de l'école
 - en quoi consiste le travail à la maison
 - comment lire un bulletin
- et, enfin, obtenir leur adhésion.

Ce qui fait débat

Les points qui ont fait débat dans les réseaux concernent de près ou de loin le concept du collège unique :

- Est-ce une utopie ? Ou est-ce une idée progressiste dans laquelle il faut persévérer ?
- Ne faut-il pas dès la maternelle proposer une autre école aux élèves en grande difficulté ?
- Les contraintes institutionnelles (quotas de réussite, réduction du taux de redoublement, choix des parents) ne permettent pas de maintenir le niveau d'exigence.

Les idéaux pédagogiques ne sont pas partagés par l'ensemble des équipes :

- Faut-il « surévaluer » dans la notation pour donner à l'élève le sentiment de réussite ? En cessant d'être exigeant dans la notation, on prend le risque de baisser le niveau d'exigence.
- Le travail en groupes de niveau n'est pas perçu comme efficace par tous.
- La différenciation pédagogique pose problème au moment de l'orientation qui représente un frein pour différencier réellement.
- La mise en place de rituels d'accueil, d'apprentissage, d'exigence de savoir-être ne fait pas consensus.
- Adapter les bulletins de chacun pour valoriser l'élève (supprimer les notes au profit de remarques visant à valoriser les réussites)

Par ailleurs, la manière de mettre en place une saine émulation qui éviterait une compétition non productive fait débat.

<p>Enfin, le dernier domaine abordé touche les programmes scolaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il semble nécessaire de mieux définir les priorités, les fondamentaux (maîtrise de la langue, graphisme) dans les libellés des programmes - Il semble nécessaire de définir également dans les programmes le savoir-faire (méthode de travail, méthode d'apprentissage) - Mettre en avant dans les programmes le travail en interdisciplinarité <p>Il est intéressant de noter que la notion de pédagogie de la réussite n'est pas perçue de la même manière dans tous les réseaux. En effet, on regrette quelquefois que l'on puisse valoriser un élève qui fait tout simplement « son travail d'élève ». Certains relèvent également la difficulté de faire comprendre à un élève son niveau réel, faible si, par ailleurs, il sait qu'il sera titulaire du DNB.</p>	
--	--

<p>1.3 Comment améliorer la compréhension par les élèves des attentes de l'école et enseigner explicitement les compétences qui permettent de comprendre et de réussir ? (9 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les compétences du LPC doivent gagner en clarté pour permettre aux élèves de se les approprier - Ouvrir davantage l'école aux parents, leur dispenser des cours de FLE et développer la mallette des parents pour rendre explicites les attentes de l'école - Nécessité de simplifier les livrets scolaires pour permettre aux élèves de s'y projeter 	<p>Ce qui fait débat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Posture de l'enseignant en France par rapport à d'autres pays ? - La liaison CM2/6^e fonctionne, pourquoi la liaison collège/lycée ne fonctionne-t-elle pas ? - Vers une évaluation sans notes au collège ? - Remise en cause de la notion de classe → aller davantage vers le décloisonnement et les groupes de compétences

<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'image de l'école et des enseignants dans la société - Remise en place des Rased et des animateurs Zep - Travailler sur le concret pour donner du sens : favoriser le travail interdisciplinaire et les liens entre les situations pédagogiques et le réel, réintroduire la dimension professionnelle - Renforcer l'estime de soi des élèves travailler systématiquement par groupes de compétences <p>Intervenants à mobiliser à l'école :</p> <ul style="list-style-type: none"> - éducateurs de jeunes enfants - orthophonistes 	
--	--

<p>1.4 Sur quels types de besoins privilégier l'accompagnement et l'aide apportés aux élèves et comment ? (15 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> - Davantage se consacrer à la maîtrise de la langue et aux compétences méthodologiques - Consolider les Rased - Travailler la pédagogie de projet et l'interdisciplinarité - Proposer des enseignements aux élèves qui font plus de sens, moins abstraits - Ouvrir l'école aux parents - Nécessité de la présence accrue de l'assistante sociale, de l'infirmière, du médecin scolaire et d'un psychologue 	<p>Ce qui fait débat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la remédiation et l'AP (pour tous ou uniquement pour les élèves en difficulté)

1.5 Comment travailler la question du langage dans toutes les disciplines, en réseau et dans la continuité ? En particulier par quelles modalités développer l'apprentissage de la langue orale pour les moins de trois ans et la pratique de la production d'écrits à tous les niveaux ?

(12 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)

Ce qui fait consensus

- L'apprentissage de la langue orale et l'enrichissement du vocabulaire doit être la priorité à tous les niveaux d'enseignement et notamment le vocabulaire spécifique à certains champs disciplinaires. Travailler la langue avec les gestes qui l'accompagnent et dans des situations ludiques. (8)
- L'apprentissage de la langue orale aux enfants de moins de trois ans est important ; le projet des structures d'accueil inclut largement les parents. (2)
- Un travail approfondi sur la compréhension des consignes est nécessaire avec une harmonisation sur le réseau. (1)
- La pédagogie du projet est un levier indispensable pour donner du sens aux apprentissages, y compris les projets en partenariat avec d'autres établissements, et notamment dans le domaine de la production. (5)
- La mutualisation des pratiques qui « fonctionnent » est indispensable. (1)
- Le travail en petits groupes est nécessaire pour permettre une pratique de la langue orale efficace et notamment les interactions. L'apport d'un enseignant supplémentaire est incontournable dans ce cadre. (6)
- Favoriser des dispositifs complémentaires à l'école et les partenariats. (Club coup de pouce) (2)
- La formation des enseignants en FLE ou FLS devient nécessaire. (1)
- L'attitude modélisante de l'enseignant dans son registre de langue. (1)
- Les cours de FLE doivent avoir une place plus importante.
- Le recentrage sur les fondamentaux à l'école primaire est souhaité, avoir une interrogation sur l'enseignement de l'allemand dans les classes de

Ce qui fait débat

- La présence de médiatrices interculturelles pour accompagner les élèves allophones
L'enseignement de l'allemand pour des élèves dont la langue française est déjà la langue étrangère.
- Le collègue unique
- La place de l'oral dans les évaluations
- L'école obligatoire dès 2 ans
- L'évaluation et son rôle

<p>maternelles, notamment. (2)</p> <p>En direction des familles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le dispositif « Ouvrir l'école aux parents » et une offre de l'apprentissage du français doivent être favorisés dans tous les secteurs - Développer l'accueil des parents dans les structures des moins de trois ans mais à tous les autres niveaux également. (6) 	
---	--

<p>1.6 En quoi consiste donner des repères essentiels pour une culture commune ? Comment y contribuent les différentes disciplines ? (11 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> - La demande la plus forte est celle de l'interdisciplinarité qui implique nécessairement un fort travail en équipes. Celles-ci doivent pouvoir travailler dans la durée et avoir des temps de concertation aménagés. - Parallèlement au développement de l'interdisciplinarité sont demandés une meilleure lisibilité du livret personnel de compétences, un travail sur les représentations de l'orientation, une cohérence des programmes interdegrés, des parcours élèves davantage personnalisés, une approche moins académique de l'évaluation et de l'apprentissage de la langue. - Est reconnue aussi très fortement la nécessité de développer le lien avec les familles. Celles-ci doivent pouvoir rentrer dans l'école (classe passerelle, médiatrice interculturelle, cours de français pour les parents) mais inversement il faut que l'école puisse entrer dans les familles. Cela passe par la confiance et la bienveillance. - Au-delà ressort la nécessité de travailler sur la culture commune à travers des incontournables que sont le travail sur le vivre ensemble, la reconnaissance partagée de valeurs communes, le respect des cultures et des religions. 	<p>Ce qui fait débat</p> <p>Peu de points font débat... Une question reste centrale : qu'est-ce qu'une culture commune ? A l'échelle de la faut-il entendre cette notion (établissement, réseau, pays, Europe) ?</p> <p>... certains méritent réflexion</p> <ul style="list-style-type: none"> - Peut-on mobiliser les parents les plus démunis ? - Peut-on faire coexister culture commune et culture d'origine ? - Faut-il instaurer la parité hommes-femmes dans le corps enseignant ? - Faut-il institutionnaliser des concertations entre tous les partenaires de l'école ? - Faut-il scolariser à 2 ans ? - Faut-il abandonner le collège unique ?

1.7 Quelle place faut-il donner aux parents d'élèves pour éviter qu'ils ne se sentent ou soient disqualifiés ? Comment faire « alliance » ? Comment leur donner toute leur place et pour faire quoi ?

(13 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)

Ce qui fait consensus

▪ **Comment faire « alliance » ?**

- En définissant ou en rappelant le rôle de chacun
- En changeant notre regard sur les parents
- En se positionnant :
 - > dans l'écoute et non dans l'injonction
 - > dans la déculpabilisation et non dans le jugement
 - > en tant que relais et non en tant que « maître » des parents
- En ayant une meilleure et plus grande connaissance des cultures
- En impliquant les parents dans des projets (présentations d'une culture, d'un métier, d'une recette de cuisine, d'un conte...)
- En systématisant l'action « Ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration »
- En créant des postes d'adultes relais/adulte référents
- En proposant un lieu d'accueil spécifique dans l'école/l'établissement
- En organisant des temps pendant lesquels les personnels EN peuvent aller à la rencontre des parents dans d'autres lieux (CSC, associations de proximité...)
- En organisant des moments d'échanges : kermesse, cafés des parents, portes ouvertes, rencontres avec spécialistes (médecins, diététiciennes...), mallettes des parents avec interprètes

▪ **Comment donner leur place aux parents ?**

- En améliorer les outils de communication
- Listes d'interprètes disponibles dans les établissements
- DVD de présentation du système scolaire français
- Invitations à différents temps d'échanges, de réunions en différentes langues sur le même document
- Simplifier les livrets scolaires pour une plus grande compréhension et les harmoniser sur un même réseau
- Plaquettes de présentations des dispositifs présents dans le réseau offrant des réponses

Ce qui fait débat

- Faire venir les parents dans la classe pendant le temps scolaire
- Parents démissionnaires
- Polyvalence des professeurs de collège
- Invitation ou convocation aux réunions

<p>aux questions des parents avec l'entrée « question » et non l'entrée « dispositif »</p> <p>▪ Pour faire quoi ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour une meilleure connaissance mutuelle, - Pour une prise de confiance et une confiance donnée - Pour œuvrer ensemble pour la réussite des enfants 	
--	--

<p>1.8 Comment construire une école qui permet aux élèves et aux personnels de travailler dans un climat serein et apaisé ? (14 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication des parents pour établir un climat de confiance qui passe par une qualité d'accueil (5) - La stabilité de l'équipe avec un mode de recrutement revu (3) - Valoriser les réussites de tous, chaque élève doit se sentir respecté, favoriser la coopération, la bienveillance est source de réussite - Penser communauté éducative avec une mutualisation des expériences et des savoir-faire, améliorer l'efficacité des passerelles entre les interventions des personnels plus spécialisés - La gestion des élèves au comportement problématique doit être appropriée. 	<p>Ce qui fait débat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les punitions et sanctions - La polyvalence des PC pour réduire le nombre de référents des élèves au collège - Les projets transdisciplinaires - L'évaluation - Les filières classiques pour les élèves en échec

<p>1.9 A quelles conditions l'école peut-elle assurer le bien-être des élèves et des personnels ? (8 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les conditions matérielles - Des locaux adaptés qui soient vastes et sécurisés et qui mettent à disposition de matériel spécifiques ou de locaux spécialisés. (7) - Des établissements à taille humaine (pas plus de 300 élèves) ▪ Les moyens humains 	<p>Ce qui fait débat</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation doit être repensée : l'évaluation formative doit retrouver sa place. - Les devoirs (quantité et organisation) - Un lieu d'écoute pour les élèves au sein de l'établissement - Les rythmes scolaires et les emplois du

<ul style="list-style-type: none"> - Des effectifs réduits par classe (3) - Des enseignants ou des « encadrants » supplémentaires afin de favoriser le dialogue, les échanges (4) - Une revalorisation des Rased pour une aide efficace - Proposer des structures FLE dans tous les établissements. <p>▪ Le climat relationnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailler les relations avec les parents d'élèves pour faire comprendre les enjeux et les valeurs de l'école - Avoir les moyens de dépasser les problèmes de la langue pour instaurer de vrais dialogues (3) - Réaffirmer les règles concernant la vie d'un établissement <p>▪ Les personnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proposer des projets pédagogiques ambitieux qui valorisent toutes les formes d'intelligence et qui donnent du sens (2) - Une formation initiale et continue pour la gestion des conflits - Une formation dans le domaine du FLE - Donner du temps aux enseignants, prendre en compte le travail personnel - Revaloriser le métier d'enseignant ; les enseignants ont besoin de se sentir soutenus et reconnus (hiérarchie, parents) <p>▪ Des contenus</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter les programmes : les alléger, donner plus de temps aux élèves pour apprendre (3) - Répartis sur un rythme scolaire adapté avec des journées moins longues (2) 	<p>temps</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment garantir une égalité d'ambition et une individualisation des parcours scolaires
---	--

<p>1.10 Comment mieux intégrer la dimension éducative de l'école dans l'acte quotidien d'enseignement ? Par quelles pratiques individuelles et collectives peut-on rapprocher les approches éducatives et pédagogiques ? (9 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <p>▪ Propositions sur comment on enseigne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire « autre chose » dans des temps ouverts, des projets, des classes vertes... apporter des repères culturels - Attention à ne pas oublier les élèves qui ne 	<p>Ce qui fait débat</p> <p>▪ Concernant la question posée : Le pédagogique est-il un temps séparé du éducatif ? Devenir élève ... est-ce de l'enseignement ou de l'éducation ?</p>

posent pas de problèmes éducatifs

- Former les enseignants (par exemple pour pouvoir s'adresser aux parents, pour développer une collaboration éducative)
- Ouvrir plus de structures pour les élèves non francophones

▪ **Propositions sur ce que l'on enseigne**

- Stabiliser les équipes, développer le travail en équipe et harmoniser les pratiques enseignantes
- Alléger les programmes en EP pour pouvoir aller à l'essentiel (pas pour faire moins, mais mieux ...)
- Education à la santé
- Travailler sur les règles et les mettre en cohérence au sein d'un établissement, d'un réseau ... (éviter ainsi la difficulté lors du passage CM2/6^e)

▪ **L'image de l'école et les relations aux parents**

- Il faut redonner une image positive de l'école, afficher les valeurs et renforcer l'autorité des professeurs, sans pour autant la sanctuariser et la rendre inaccessible aux parents de l'éducation prioritaire
- Ouvrir les cours et certaines activités aux parents (avec les élèves). Ne pas culpabiliser les parents. Améliorer l'accueil des parents (créer un lieu spécifique dans les établissements). Créer des outils de communication simples avec eux.

▪ **Les moyens nécessaires**

- Intégrer dans le service des enseignants un temps dédié aux rencontres avec les parents
- Il faut tout simplement des moyens ... (effectifs par classe, gestion des élèves perturbateurs ...)
- Avoir plus de personnels d'orientation, de personnels spécialisés (CAPASH)

Il faudrait insister sur les missions éducatives dans le statut des enseignants

▪ **Autres sujets de débats**

- La responsabilisation des parents et la nécessité d'avoir du temps pour les accueillir
- L'implication des élèves se délite au fur et à mesure de la scolarité ...
- Les moyens attribués à l'EP font débat car essentiels
- Faut-il imposer un travail par projets ?

Essai d'analyse et de synthèse académique des éléments concernant les 10 questions du levier 1

- Le nécessaire **temps de concertation** entre collègues revient souvent (harmonisation, échange, mise en place de projets inter disciplinaires, etc.)
- L'utilité du « plus de maîtres que de classe » des Rased, la mise en place de projets spécifiques) ou d'une manière générale, **la mise à disposition de davantage de ressources humaines spécifiques** (psychologue, personnels d'orientation, personnels spécialisés, etc.) est fréquemment citée.
- Il convient absolument de chercher à **impliquer davantage les parents** (expliquer l'école, les devoirs, déterminer ensemble une culture et des valeurs communes).
- La nécessité de **définir des priorités dans les programmes** (maîtrise de la langue en interdisciplinarité, par exemple) semble incontournable.
- **Il convient de** revoir la structure de la classe au profit de « groupes de compétences », laisser l'enfant avancer à son rythme, **raisonner en cycles**.

Levier 2

Perspectives relatives à l'accompagnement et à la formation

Introduction à la synthèse académique et éléments de contexte

La réflexion autour de ce levier a été proposée à partir de 2 questions.

Contrairement à d'autres leviers, tous les réseaux se sont saisis de ces deux questions. Au regard des propositions faites, les besoins exprimés en terme d'accompagnement et de formation sont à mettre en relation avec les besoins des élèves et les parcours d'apprentissage.

Sur l'ensemble des réponses, aucune n'a fait débat.

Concernant l'accueil des nouveaux personnels enseignants en éducation prioritaire, les avis semblent plus partagés quant aux modalités à envisager.

2.1 Sur quels points et sous quelles formes souhaitez-vous de l'accompagnement et de la formation ? Une réflexion sur les priorités thématiques est aussi bienvenue. (25 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)	
Ce qui fait consensus (Par ordre de priorité) <ul style="list-style-type: none">- Echanges de pratiques entre le second et le premier degré- Formations inter-degrés sur les pratiques pédagogiques- Formation FLE pour les enseignants en éducation prioritaire- Mise en place d'un temps de concertation hebdomadaire sur le temps de travail des enseignants- Différenciation pédagogique en collège Autres points évoqués : <ul style="list-style-type: none">- Formation de formateurs par des professionnels de l'EP- Création de conseillers pédagogiques dans le second degré	Ce qui fait débat

2.2 Quelles modalités d'accueil des nouveaux enseignants vous semblent devoir être développées, dans le réseau et d'une façon plus générale ?

(25 réseaux ont traité de cette question lors des ateliers sur les 25 remontées)

Ce qui fait consensus

(Par ordre de priorité)

- Accueil personnalisé des enseignants nouvellement nommés
- Nécessité de mettre en place un tutorat pour les nouveaux enseignants en éducation prioritaire
- Problématique de la formation initiale des enseignants : vision éloignée de la réalité
- Formation par alternance en échange d'une contractualisation

Ce qui fait débat

- Formation sur « se familiariser avec les langues étrangères (majoritaires en EP) »
- Former les enseignants et les équipes d'école sur le rôle de l'École dans l'accueil des élèves handicapés, et l'articulation entre les diverses structures existantes (Sessad, CAMPS...). Les formations proposées par l'éducation nationale ne sont pas adaptées car trop réduites en durée, en qualité et en quantité
- Créer un lien et une continuité entre la formation théorique et la formation professionnelle (divergence de discours...)

Essai d'analyse et de synthèse académique des éléments concernant les 2 questions du levier 2

- La nécessité de renforcer la liaison entre l'école et le collège en privilégiant davantage de temps de concertation institutionnels pour favoriser les échanges de pratiques entre les professeurs des écoles et les professeurs du second degré apparaît très clairement
- Un **accompagnement ciblé et personnalisé pour les nouveaux enseignants** s'avère impératif, de même qu'une adaptation de la formation initiale avec la prise en charge des différentes formes d'exclusions et une meilleure connaissance des structures existantes

Levier 3

Perspectives relatives au travail en équipe, en réseau et en partenariat

Introduction à la synthèse académique et éléments de contexte

La réflexion autour de ce levier a été proposée à partir de 3 questions

Le travail en équipe, en réseau et en partenariat n'a pas été traité par l'ensemble des réseaux. Il semble que la nécessité d'un travail collectif soit devenue une évidence.

Les grands thèmes ciblés dans les discussions sont des points qui ont déjà été évoqués pour d'autres leviers : formation, pédagogie du projet, enseignants supplémentaires (y compris spécialisés).

La famille est au cœur des préoccupations dans le travail en partenariat sans pour autant négliger d'autres partenaires.

3.1 Quels sont les modalités, outils, organisations, dispositions capables de développer le travail en équipe, de le rendre indispensable en école, au collège, au niveau du réseau? Comment développer un travail collectif, réflexif ? (24 des 25 réseaux ont organisé un atelier ayant traité de cette question)	
Ce qui fait consensus (Les points évoqués ci-dessous ont été abordés dans de nombreux réseaux) - Des temps de concertation intégrés aux emplois du temps sont indispensables - Des formations doivent être mise en place, au-delà de celles destinées à arriver à faire face à la difficulté. Des temps d'analyse et d'échange de pratiques sont indispensables pour développer un travail d'équipe - Renforcer les liaisons inter-degrés (visites/ temps forts/échanges dans le réseau) en s'appuyant sur les postes de coordonnateurs, sur les rencontres et échanges entre enseignants, les CESC... et inter-cycles (3 ^e -2 ^{de}) - Travailler en mode projets (interdisciplinaires, de réseau, de type IDD ou accompagnement éducatif). Il faut pour cela stabiliser aussi bien les équipes projets que les équipes disciplinaires. - Détecter et traiter collectivement le plus tôt possible la difficulté scolaire. Pour cela il faut s'appuyer sur un travail d'équipe portant sur l'évaluation, la mise en place de devoirs communs, de programmations communes...	Ce qui fait débat (Même si cette colonne paraît bien remplie, les points de débat listés sont des éléments isolés cités chacun une seule fois) - Décharge de cours contre temps de présence dans l'établissement ; question de la reconnaissance financière - Il ne faut pas que le travail en équipe tourne à la « réunionite institutionnelle ». Difficultés à le rendre réflexif. - Nécessité de mise en place d'outils communs pour les élèves entre l'école et le collège - Connaissance réciproque des programmes à approfondir et répartition de ce qui doit être maîtrisé entre le primaire et le collège - Présence de moins d'enseignants en 6 ^e grâce à des bivalences - Ne pas galvauder l'évaluation - La multiplicité des ateliers de remédiation ne doit pas faire perdre la cohérence du groupe classe - Lourdeur des tâches non pédagogiques qui incombent aux enseignants - Surcoût de travail lié à l'informatisation : est-ce par ailleurs pertinent, au détriment parfois

<ul style="list-style-type: none"> - Il faut pouvoir disposer de personnels spécifiques aux réseaux (Rased, AED, + de maîtres que de classes, enseignants surnuméraires) pour faire des décloisonnements, des échanges de services entre écoles. Ces personnels « réseaux » doivent pouvoir être remplacés lorsqu'ils sont absents. - Des outils informatiques performants et compatibles doivent être à disposition (suivi des élèves avec un document unique école-collège, ENT pour le réseau) - Nécessité de travail en partenariat étroit avec les familles, les associations, la politique de la ville 	<p>des échanges directs ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Est-il possible de mobiliser les aides extérieures (orthophonistes, PMI, assistantes sociales...) au sein même des écoles ? Est-il possible de « partager » le secret professionnel avec les équipes enseignantes ?
---	---

<p>3.2 Pour votre réseau, sur quelles problématiques et selon quelles modalités l'école doit-elle prioritairement développer le travail en partenariat ? (15 réseaux sur 25 ont traité cette question lors des ateliers)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Cités au rang des partenaires externes (par ordre de fréquence) : - Les familles (7) avec utilisation d'outils comme la mallette des parents, ouvrir l'école aux parents, les CLAS - Les centres sociaux-culturels et les partenaires culturels (6) - Les professionnels dys, les AEMO, les orthophonistes etc (5) - La JEEP, la PJJ, la Prévention Sécurité violence, les missions locales (4) - Les associations (2) - Les collectivités (2) - Les PRE – les CLAS ... - Les professionnels et les entreprises (1) ▪ Cités au rang des partenaires internes (par ordre de fréquence) - Le réseau lui-même (3) - L'équipe de circonscription - Le CESC de réseau - Les médecins scolaires dont le passage devrait être systématique 	<p>Ce qui fait débat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ceci n'est possible que s'il existe au départ une reconnaissance mutuelle des champs de compétences ... - Problème des lourdeurs administratives liées aux partenariats - Les difficultés de retour avec le monde « médical » (problème du secret professionnel) devraient pouvoir être levées pour que le travail soit efficace. - Difficultés parfois dans le travail avec les parents, à les rendre responsables - La place du monde de l'entreprise en tant que partenaire fait débat - Il manque des personnels de type maître E, personnels de santé ...

<p>Les problématiques citées autour desquelles il convient de développer les partenariats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer un groupe classe - S'engager dans des projets pédagogiques avec l'appui d'artistes... - Donner du sens aux apprentissages et aux enseignements au collège - Connaître les élèves et leur histoire - Maîtrise de la langue - Appropriation par l'élève de son parcours scolaire - Rapport à la citoyenneté, au vivre ensemble, à la santé - La relation avec les familles et la sensibilisation à leur rôle <p>Les modalités de développement des partenariats</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer des synergies entre les différents partenaires, tutorats par des partenaires extérieurs, sorties et échanges ... 	
---	--

<p>3.3 Comment le partenariat avec les dispositifs de réussite éducative est-il mis en œuvre et comment évaluez-vous son apport à la réussite des élèves ? Faut-il le faire évoluer et si oui, à quelles conditions et sous quelles modalités ? (11 des 25 réseaux ont traité de cette question dans un des ateliers)</p>	
<p>Ce qui fait consensus</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partenariats extérieurs, nécessaires au travail (partenariats avec les professionnels médico-sociaux, CMPP). Ces partenariats doivent être stables, clairement identifiés et s'inscrire dans la durée - Le partenariat avec les familles est fondamental (implication et motivation des parents, école des parents, ouvrir l'école aux parents), pourtant c'est souvent difficile - Le rôle du coordonnateur de réseau et des enseignants surnuméraires est essentiel pour faire vivre les partenariats - Les Différents dispositifs (PRE, CLAS, accompagnement éducatif ; coup de pouce lecture et coup de pouce langage ; pôles d'excellence ...) ont un impact positif, à condition seulement que les enfants et les familles soient motivés et impliqués. 	<p>Ce qui fait débat</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formulation même de la question fait débat (par exemple : les parents sont-ils des partenaires ?) - Les apports des partenariats sont mitigés car dépendant de la qualité des intervenants, de leur engagement, de leur formation - Attention à la superposition des dispositifs (ce ne sont que des dispositifs complémentaires) - Le travail en collaboration avec les parents fait débat du fait de sa difficulté, surtout dans les « grandes » (3^e) - Les financements de tous ces dispositifs et leur pérennité font débat - L'utilisation des médias pour l'information des parents - Place du monde de l'entreprise en tant que partenaire

<p>Pour faire évoluer ces partenariats avec les dispositifs de réussite éducative, il convient de</p> <ul style="list-style-type: none"> - mieux associer les enseignants aux choix des partenaires, les informer et proposer une formation aux intervenants - mettre en place une coordination fine avec les partenaires - approfondir la connaissance réciproque des partenaires - identifier les champs d'action respectifs et les objectifs de chacun - articuler les différentes actions pour les rendre plus efficaces - évaluer les dispositifs et leur impact - simplifier les procédures - multiplier les temps d'échanges et de concertation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents dispositifs mis en place ne doivent pas simplement être un système de garde gratuit ...
--	--

Essai d'analyse et de synthèse académique des éléments concernant les 3 questions du levier 3

- ➔ La question **du travail en équipe ou en réseau** est sans doute celle qui provoque le plus de débats
- ➔ Face à la nécessité de la concertation au sein de l'établissement mais aussi au sein du réseau, se dresse la **contrainte du temps institutionnel reconnu dans l'emploi du temps** de l'enseignant ainsi que la lourdeur des tâches non pédagogiques qui ne sont pas prises en compte
- ➔ **La problématique du partenariat** est liée à des demandes de connaissance et de reconnaissance des compétences des uns et des autres et **nécessite par ailleurs une coordination** assurée par une personne dédiée.

Levier 4

Perspectives relatives au pilotage et à l'évaluation

Introduction à la synthèse académique et éléments de contexte :

La réflexion autour de ce levier a été proposée à partir d'une seule question. Ce levier concernant le pilotage a été traité prioritairement par les équipes de direction et de pilotage des réseaux. L'ensemble des réseaux ne s'en est donc pas emparé.

4.1 Par quelles dispositions/interventions, le pilotage (au niveau local, académique, national) peut-il vous aider dans votre action ? Comment peut-il en particulier en faciliter l'évaluation ?

(18 des 25 réseaux ont traité de cette question dans un des ateliers)

<i>Ce qui fait consensus</i>	<i>Ce qui fait débat</i>
<ul style="list-style-type: none">- Des outils facilitateurs pour le travail en commun- Valoriser et mutualiser les bonnes pratiques- Chercher plus de cohérence entre les objectifs contractualisés et les moyens mis en œuvre. Volonté de mettre en œuvre l'autonomie de l'EPLÉ, notamment dans les pratiques pédagogiques pour s'adapter au mieux aux besoins propres de l'établissement et de ses élèves- L'aide de l'IPR référent est un atout important et précieux. Il faut avoir le réflexe de poser des critères d'évaluation pour chaque action ou dispositif mis en place, et ce de manière systématique.- Temps dédiés à la concertation et à la coordination.- Renforcer toujours plus la liaison inter-degrés en s'appuyant sur l'action de la coordonnatrice réseau.	<ul style="list-style-type: none">- Il n'est pas normal que ce soient les jeunes collègues qui officient dans les établissements EP car on doit privilégier l'expérience et la pérennité du travail en commun avec une vraie reconnaissance de l'engagement (notamment par la NBI en plus de la prime Zep).- Faire fonctionner un réseau constitué d'établissements financés par des collectivités territoriales distinctes- Réfléchir aux statuts des différents corps enseignants afin de rendre la liaison inter-degrés plus efficiente (temps de concertation et réunion commune à considérer)- Création de Rased dans le second degré- Le recrutement- Contrat d'objectifs commun au réseau permettant de partager des indicateurs communs

Essai d'analyse et de synthèse académique des éléments concernant la question du levier

→ De nombreux points font débat pour ce levier ce qui tend à conforter l'idée que des problèmes de pilotage existent bel et bien. Le **besoin d'outils spécifiques** au pilotage du réseau ainsi qu'**un recrutement ciblé des personnels** enseignants en éducation prioritaire apparaissent le plus fréquemment

Levier 5

Perspectives relatives à l'usage des moyens disponibles

Introduction à la synthèse académique et éléments de contexte

La réflexion autour de ce levier a été proposée à partir d'une seule question.

Les réponses apportées en terme de moyens disponibles visent à améliorer la prise en charge plus individualisée des élèves (personnels spécialisés, profilage de postes...).

Cette question n'a pas fait débat. Les réponses sont davantage centrées sur une augmentation des moyens plutôt qu'une répartition plus efficiente des moyens disponibles.

5.1 Quels usages des moyens vous paraissent devoir être privilégiés dans votre cas pour permettre en particulier de développer les perspectives pédagogiques et éducatives identifiées dans la partie 1 ?

(18 des 25 réseaux ont traité de cette question dans un des ateliers)

Ce qui fait consensus

▪ Ressources humaines au sein de l'établissement

- Demande de plus d'enseignants que de classes pour un co-enseignement, une prise en charge plus individualisée de l'élève (9)
- Demande de personnels « spécialisés » à plein temps (psychologue clinicien, assistante sociale, médecin, éducateur, infirmière, personnel ASH, enseignant FLE, PRI) (12)
- Création d'un statut unique du professeur dans le 1^{er} et 2^d degré.
- Revalorisation du métier d'enseignant en général, et en EP en particulier, par une prime plus importante et une rémunération du travail d'innovation et de recherche
- Développer et améliorer le recrutement sur poste à profil

▪ Ressources humaines / partenariats

- Développer des dispositifs culturels et les partenariats avec les structures culturelles (musées, salles de spectacle) (4)
- Développer la coordination du travail de tous les partenaires en améliorant la circulation des informations (politique de la ville, relations avec les foyers, services justice) (6)

▪ Moyens financiers (euros et horaires)

- Favoriser le travail en groupes à effectifs réduits (12)
- Prévoir du temps de travail en équipe pour la concertation, les échanges et harmonisation de pratiques, une meilleure coordination.
- Prévoir du temps pour l'accueil des parents, notamment en aide aux devoirs
- Prévoir du temps pour un suivi individualisé
- Développer le financement des projets, des expérimentations, des innovations, des sorties

- Développer le financement de matériel (informatique et spécifique

Ce qui fait débat

pour les projets) et l'amélioration des locaux. (5) - Développer les formations en général, notamment pour les vacataires, et des formations en gestion des conflits et des difficultés sociales.	
--	--

Essai d'analyse et de synthèse académique des éléments concernant la question du levier 5

- Il y a unanimité sur la **nécessité des groupes à effectifs réduits**, la **présence de personnels spécialisés** ainsi que les **besoins de formations ciblées** pour optimiser une prise en charge réellement individualisée des élèves et de leur parcours scolaire. Dans le cadre de cette question, les **relations avec les partenaires ont fait l'objet d'un point de vigilance** (meilleure articulation entre les différents dispositifs existants).
- Il convient également de **reconsidérer le statut des enseignants en général** (harmonisation premier et deuxième degré), de le revaloriser et de **mettre en place une bonification EP plus conséquente**.

Levier 6

Perspectives relatives à la carte de l'éducation prioritaire

Introduction à la synthèse académique et éléments de contexte

La réflexion autour de ce levier a été proposée à partir d'une seule question. Si un grand nombre d'indicateurs déjà utilisés depuis la création des Zep sont encore pointés aujourd'hui par les équipes en place, c'est celui du « taux de CSP défavorisés » qui apparaît dans chacune des synthèses des réseaux de l'académie de Strasbourg.

Question traitée :

Quels sont les indicateurs qui vous semblent devoir être pris en compte pour qu'une école, un collège, puisse bénéficier de la politique d'éducation prioritaire, y entrer, en sortir ?

(23 des 25 réseaux ont traité de cette question dans un des ateliers)

Ce qui fait consensus

- CSP défavorisées (x18)
- Réussite aux évaluations nationales et au DNB (x13)
- Absentéisme et retard (x10)
- Boursiers (x8)
- Maîtrise de la langue française dans les familles (x7)
- Orientation en seconde Pro/ seconde - Générale/Passage en 1^{ère} (x6)
- E2A (x6)
- Violences/ incivilités/insécurité (x6)
- Retard dans le parcours scolaire (x4)
- Niveau de langue dans la langue maternelle (x4)
- Mobilité des familles (x4)
- Décrochage scolaire (x4)
- Absence d'implication des parents (x3)
- Stabilité des critères sur 4 ans (x3)
- Elèves ayant besoin d'un suivi particulier à l'école, au collège ou à l'extérieur/accueil d'un public spécifique (x2)
- Evitement (x2)
- Familles mono parentales (x2)

Ce qui fait débat

- Taux de boursiers (x3)
- Le nombre d'élèves allophones (x2)
- Taux d'évitement (x2) dû à l'importance du secteur privé

- Cohérence entre la cartographie de la Politique de la Ville et les secteurs scolaires (exemple : des élèves d'école de ZUS appartiennent au secteur de recrutement d'un collège hors EP) (x2)

Essai d'analyse et de synthèse académique des éléments concernant la question du levier 6

- Il est important de noter que le dernier point qui fait débat « Cohérence ente la cartographie de la politique de la Ville et les secteurs scolaires en éducation prioritaire » est révélateur du pointage systématique de l'indicateur « **taux des CSP défavorisées** ». **La valorisation de cet indicateur permettrait la mise en cohérence des 2 cartographies.**

Conclusions et perspectives

Lors de ces concertations, les équipes ont eu la parole pour s'exprimer, certes dans un cadre contraint, mais avec la réelle possibilité d'aborder librement les sujets qui leur tiennent à cœur. La démarche de concertation a été très appréciée et les équipes des différents réseaux attendent à présent beaucoup, à la fois des assises inter-académiques, de l'adoption de mesures nouvelles et d'une nouvelle impulsion quant au pilotage et à l'accompagnement au niveau académique et local.

Pour conclure cette synthèse académique nous pouvons revenir sur quelques éléments saillants, largement abordés et pouvant ouvrir certaines perspectives.

Les demandes et remontées sans réelles surprises mais méritant bien évidemment d'être entendues :

- > la problématique des moyens humains et matériels qui doivent être mis à disposition de l'éducation prioritaire, de la réduction des effectifs, des nécessaires temps de concertation à prendre en compte...
- > la reconnaissance souhaitée de l'engagement des personnels, et la charge supplémentaire de travail qui pèse sur les différents intervenants en éducation prioritaire : traitements, indemnités, primes...
- > la demande d'un pilotage et d'un accompagnement des personnels
- > le renforcement des relations et du travail avec les familles

D'autres, complémentaires, susceptibles de faire évoluer les pratiques pédagogiques :

- > l'impérieuse nécessité de renforcer la notion de réseau, le travail inter-degrés, le développement d'une culture et de postures communes, aux enseignants et aux divers partenaires qui doivent travailler bien plus encore en synergie
- > la nécessité de travailler plus encore autour de la notion de projet, de l'innovation pédagogique et d'être accompagnés pour cela et formés de manière spécifique pour intervenir en éducation prioritaire
- > la nécessité de redéfinir les missions des personnels et les pratiques pédagogiques dans la classe
- > la nécessité de revoir les programmes...

Enfin, une réflexion qui doit impérativement être menée sur le pilotage de l'éducation prioritaire.

Plusieurs pistes ont été évoquées, allant de la politique de recrutement des personnels (qui doivent être volontaires mais aussi être accompagnés en termes de formation et de reconnaissance), à la mise en place et à l'utilisation d'indicateurs et d'outils communs et pérennes, pour le suivi des cohortes d'élèves et de leurs résultats, pour l'évaluation et l'accompagnement des projets et des différents dispositifs.

Autant d'éléments qui, complémentaires aux décisions ministérielles qui seront prises et associés aux contributions spécifiques apportées par différents acteurs de notre système éducatif au niveau académique, permettront d'opérer de véritables choix, en termes de priorités à mettre en œuvre et en termes de pilotage, dans le cadre de notre projet d'académie 2012-2015.